

études
rurales

Études rurales

171-172 | 2004

Les « petites Russies » des campagnes françaises

Élus et responsables politiques (1920-1940)

Romain Henry



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8102>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8102

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 175-187

Référence électronique

Romain Henry, « Élus et responsables politiques (1920-1940) », *Études rurales* [En ligne], 171-172 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8102> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8102

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_171&ID_ARTICLE=ETRU_171_0175

Élus et responsables politiques (1920-1940)

par Romain HENRY

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2004/3-4 - N° 171-172

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2007-6 | pages 175 à 187

Pour citer cet article :

—Henry R., Élus et responsables politiques (1920-1940), *Études rurales* 2004/ 3-4, N° 171-172, p. 175-187.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ÉLUS ET RESPONSABLES POLITIQUES (1920-1940)

Romain Henry

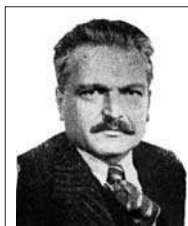
LE MILIEU RURAL est une composante essentielle de la société française de l'entre-deux-guerres. L'image du paysan, père nourricier du pays, apporte au monde rural le respect des Français de cette période. Or, selon une étude réalisée par Mattei Dogan, entre 1870 et 1940, moins de 10 % des parlementaires élus viennent du monde paysan¹. Les partis politiques semblent incapables d'élire à la Chambre des députés parmi les représentants d'une France agricole dont le poids économique, social et électoral est pourtant considérable. Le parti communiste français, dont l'emblème comprend une faucille symbolisant la défense des paysans, ne fait pas exception. En effet, le nombre des députés communistes issus du monde agricole est très faible entre les deux guerres. Entre 1921 et 1936 on ne trouve à la Chambre, dans le groupe communiste, qu'un seul élu paysan. Mais au sortir des législatives de 1936, sept députés communistes issus de l'univers paysan viendront représenter l'électorat communiste rural.

Quels paysans accèdent à la Chambre sous l'étiquette du parti ? Comment expliquer leur faible représentation ? Quelles ont été malgré tout leur place et leur activité ?

Qui sont ces députés paysans ?

L'étude des parlementaires communistes en activité entre 1921 et 1940 révèle que huit députés seulement représentent la société paysanne.

Le plus connu de ces parlementaires et le plus présent à la Chambre durant l'entre-deux-guerres est Renaud Jean² (cf. photo). Ce personnage, que Gérard Belloin [1993] surnomme « le tribun des paysans », est une figure emblématique des parlementaires communistes. Député de Marmande, dans le Lot-et-Garonne, il n'est déjà plus paysan lorsqu'il entame sa carrière politique à la fin de la Première Guerre mondiale. Cependant, dans la rubrique « profession » de la fiche biographique qu'il remplit en arrivant à la Chambre, il inscrit : cultivateur. Il entre au Parlement lors d'une élection partielle en décembre 1920 et, fait remarquable, il est, au congrès de Tours, le seul député paysan à quitter la SFIO pour rejoindre la SFIC (Section française de l'Internationale communiste). Les deux autres parlementaires paysans³ restent, eux, fidèles à la « vieille maison⁴ ». Cette attitude est d'autant plus notable qu'en étudiant les choix des parlementaires lors



1. Soit 273 députés paysans pour 2 786 élus [Dogan 1965].

2. De son vrai nom Jean Jean. Dans les archives de l'Assemblée, il est nommé Renaud Jean.

3. Il s'agit de Adéodat Compère-Morel, député du Gard, et de Félix Jean, député de l'Hérault.

4. Expression que Léon Blum utilisera au congrès de Tours pour désigner la SFIO.

de la scission de la SFIO [Henry 2001] on constate que les députés des départements ruraux ont proportionnellement mieux suivi la nouvelle orientation de la SFIC que ne l'ont fait les députés des centres urbains ouvriers. Les élus des départements ruraux du pourtour du Massif central (Lot-et-Garonne, Corrèze, Drôme, Vaucluse) adhèrent donc à la SFIC, ce qui confirmerait une adhésion plus importante dans le monde rural que dans le monde urbain. Cet état de fait ne peut qu'entretenir la méfiance que les dirigeants communistes éprouvent envers les députés paysans⁵.

Jusqu'aux législatives de 1928⁶, où il sera battu, Renaud Jean sera l'unique représentant de la paysannerie dans le groupe communiste. En 1924, des vingt-six députés que compte le groupe communiste, lui seul est membre de la commission de l'Agriculture. À noter le cas d'Ernest Bizet, élu en Seine-et-Oise en 1924 : il avait été un temps ouvrier agricole mais ne l'était plus au moment de son élection⁷. Il ne siègera d'ailleurs pas à la commission de l'Agriculture. Le problème sera plus épineux durant la législature 1928-1932 : aucun paysan ne figure parmi les parlementaires communistes. Ce qui ne signifie pas que les députés communistes éludent la question paysanne. Marcel Cachin ne cesse de rappeler à la tribune qu'il est le député des ouvriers et des paysans et il rappelle que « ce n'est pas au Parlement, mais dans l'usine et dans le champ, que s'élabore la société de demain »⁸. Désignés par la direction du parti, les communistes qui siègent à la commission de l'Agriculture et sont missionnés pour défendre les « travailleurs de la terre »⁹ ne viennent pas du monde rural. Ainsi Jules Fraissex, élu de la

Haute-Vienne en 1928, est docteur en médecine. Il est également membre de la commission de l'Agriculture¹⁰, et pendant son mandat il déposera plusieurs propositions de lois pour les travailleurs agricoles.

Si Renaud Jean retrouve son poste en 1932, ce n'est qu'en 1936 que les paysans communistes sont vraiment représentés à la Chambre. Le groupe communiste compte alors sept députés issus professionnellement du monde agricole : Renaud Jean, Auguste Béchard (député d'Alès), André Parsal (député de Sceaux), Waldeck Rochet (député de Saint-Denis), Jean Duclos (élu à Versailles), Henri Pourtalet (député de Grasse) et Marius Vazeilles (député

5. Cette méfiance envers les paysans est également alimentée par les propos de Marx [1948 : 18], qui ne croyait pas au caractère révolutionnaire du milieu paysan.

6. À noter que, pour cette élection, *L'Humanité* du 20 avril 1928 présente Renaud Jean comme ex-instituteur.

7. Ernest Bizet devient cheminot puis manœuvre après sa révocation en 1920 pour grève. Il a été le maire, socialiste puis communiste, de Saint-Cyr-l'École, de 1919 à sa mort en 1933 [Jolly 1962 : 612].

8. Extrait d'une allocution de Marcel Cachin au nom du groupe communiste, *Journal officiel*. Débats parlementaires du 17 juin 1928, p. 2 308.

9. *Ibid.*

10. À noter que lors de la composition des commissions aucun commissaire communiste n'est proposé par le PCF. Il faudra attendre quelques semaines. Voir *Journal officiel*. Débats parlementaires du 19 juin 1928, p. 2 385.

d'Ussel)¹¹. En avril 1939, un viticulteur élu à Montluçon, Eugène Jardon¹², viendra étoffer le groupe.

Ainsi, dans l'entre-deux-guerres, 8 députés sur 113 élus au nom du parti, donc 7 %, appartiennent ou ont appartenu au monde paysan.

Ces députés sont-ils réellement des paysans ?

Cette question peut se poser lorsqu'on analyse de plus près le parcours professionnel de ces députés. Si, comme nous l'avons souligné, Renaud Jean n'est plus cultivateur au sortir de la Grande Guerre, il aura néanmoins travaillé dix ans sur la petite exploitation (6 ha) héritée de ses parents. Cette expérience lui aura laissé une bonne connaissance des conditions de vie et de travail des petits exploitants agricoles de l'entre-deux-guerres. Plusieurs députés auront, au cours de leur histoire politique, dû quitter ce secteur d'activité : ainsi Jean Duclos, Waldeck Rochet et André Parsal.

Jean Duclos est élu à Versailles en mai 1936. Son origine rurale est clairement soulignée dans l'almanach des parlementaires de 1936¹³, le PCF le présentant officiellement comme ex-horticulteur. Grièvement blessé au cours de la Première Guerre mondiale¹⁴, son état de santé lui interdit toute activité dans le secteur agricole. Notons qu'il a tenté de travailler dans plusieurs usines mais que son handicap l'a contraint à prendre une véritable retraite professionnelle. Malgré un passé ouvrier, il est toujours présenté par le PCF comme un ancien rural alors qu'il n'avait plus de contact avec le monde paysan depuis la fin du conflit. Il ne siégera d'ailleurs pas à la commission de l'Agriculture et n'effectuera à la Chambre aucune intervention portant sur ce secteur. Il est difficile

dans ce cas de le considérer comme un représentant de la société paysanne.

Waldeck Rochet présente un tout autre parcours¹⁵ (cf. photo). Vacher à l'âge de huit ans, jeune homme il devient ouvrier maraîcher à Branges, non loin de son village natal en Saône-et-Loire. Il s'installe comme



maraîcher mais doit abandonner cette activité pour se rendre à Moscou et entrer à l'École léniniste internationale. C'est donc son engagement politique qui le pousse à rompre professionnellement avec le monde rural. Il n'est ainsi plus un actif du secteur agricole lors de son élection en 1936 mais reste très proche du monde paysan. Cette rupture avec le monde rural n'altère en rien la capacité et la volonté de

11. Fièvre de ses nouveaux députés, la direction du parti communiste ajoute pour la première fois, en juin 1936, un supplément aux *Cahiers du bolchevisme* afin de présenter aux militants communistes ses nouveaux représentants. Voir *Album des parlementaires communistes*, supplément des *Cahiers du bolchevisme*, numéro de juin 1936, Paris, Éditions du Comité populaire de propagande, 1936, p. 166.

12. Lors de l'élection législative partielle qui se tient les 23 et 30 avril 1939, il est élu face au candidat radical socialiste avec 9 849 voix contre 6 157.

13. In *Album des parlementaires communistes*, op. cit., p. 166.

14. Jean Duclos fut atteint au visage et surtout aux yeux.

15. Pour Waldeck Rochet, voir les travaux de J. Vigreux. Il est l'auteur de la notice biographique sur Waldeck Rochet [Penneret *et al.* eds. 1997].

cet élu à défendre la condition des paysans français¹⁶.

André Parsal¹⁷ est le fils d'un agriculteur de l'Hérault. Ouvrier agricole à l'âge de 14 ans, il devient rapidement un cadre du parti communiste et du syndicat CGT de l'agriculture. Ces diverses responsabilités politiques lui font quitter très tôt le métier d'agriculteur. À l'instar de Waldeck Rochet il entre à l'École léniniste internationale de Moscou. En 1936, lors de son élection, il est déjà devenu ce que l'on appelle un permanent¹⁸ mais il continuera à se présenter comme ouvrier agricole.

Les autres parlementaires issus du monde rural sont, eux, encore en activité. Auguste Béchard, député d'Alès et conseiller général du canton de Lédignan depuis 1913, est toujours agriculteur vigneron lorsqu'il fait son entrée au Palais Bourbon.

Marius Vazeilles est un Corrèzien ; il représente donc un département à très forte prédominance rurale. Spécialiste en sylviculture et diplômé de l'École professionnelle de sylviculture des Barres, dans le Loiret, il quitte l'administration de l'ONF en 1918 et s'installe comme pépiniériste et expert forestier en Corrèze. Il le restera jusque dans les années sombres de l'Occupation. Au sein du parti communiste il est considéré comme un spécialiste des questions paysannes.

Henri Pourtalet est décrit comme passionné par son métier d'horticulteur. Il travaille pour son compte en tant que producteur-expéditeur dans la région de Cannes. Pour l'anecdote, Virgile Barel [1967 : 102] raconte dans ses mémoires combien il a été difficile de convaincre Pourtalet de se présenter aux législatives de 1936, ce dernier ne souhaitant pas abandonner

ses semis pendant les deux mois de campagne électorale ! Finalement, il conjuguera son métier avec son mandat de député.

Eugène Jardon est, lui, ce que l'on peut définir comme un pur produit de la petite viticulture coopérative. Né dans une famille de propriétaires viticulteurs de l'Allier, il a déjà repris le flambeau familial lorsqu'il est élu en 1939. À son activité agricole il ajoute, tels les autres parlementaires paysans, une très grande activité politique et/ou syndicale.

Des huit parlementaires, quatre ont encore un contact professionnel avec le monde agricole au moment de leur élection. Les parlementaires paysans ne sont pas des militants sans expérience ni bagage : ils possèdent tous un curriculum vitae qui leur permet de parler du monde paysan et en son nom.

Pourquoi sont-ils si peu représentés ?

La faible représentation des parlementaires issus du monde agricole n'est pas propre au PCF. Nous l'avons évoqué : seuls 3 députés paysans sont présents dans le groupe SFIO, qui compte tout de même 68 membres avant la scission de 1920.

16. Bien que n'exerçant plus son métier de maraîcher, Waldeck Rochet dépose en 1937 une proposition qui invite le gouvernement à déposer un projet de loi pour réglementer les cultures maraîchères et à instituer une carte professionnelle maraîchère. Cf. W. Rochet, *Journal officiel*, table nominative, 16^e législature, 1936-1940.

17. De son vrai nom André Puech.

18. Pour plus d'informations sur son parcours militant, voir la notice biographique sur André Parsal [Pennetier *et al.* eds. 1997].

La première et principale raison de cette sous-représentation tient au fait que le PCF n'est pas très bien accueilli dans les milieux ruraux. Sans minimiser le poids de certaines régions à dominante paysanne telles que la Corrèze, l'Allier ou la Dordogne, c'est dans les grands centres urbains à vocation ouvrière que l'électorat communiste puise l'essentiel de sa force durant l'entre-deux-guerres [Goguel 1970]. Dès lors il est plus difficile de faire élire des candidats dans les campagnes que dans les villes. L'état-major du parti est conscient de ce sérieux handicap. Les législatives de 1928 ne verront l'élection d'aucun candidat communiste paysan. Renaud Jean n'est pas réélu, aussi le monde agricole sera-t-il à nouveau au cœur des préoccupations de la direction du parti. « Il est urgent que soit précisée notre politique agraire et que soient déterminées clairement nos méthodes de pénétration dans les milieux paysans », écrit Paul Bouthonnier [1928] au lendemain des élections législatives¹⁹. Il convient de relever à ce propos la divergence de point de vue entre la direction du PCF et Renaud Jean. L'ex-député paysan n'accepte pas la tactique « classe contre classe »²⁰ et il entre en conflit avec la direction du PCF²¹. Selon lui le parti ne peut ainsi atteindre les couches paysannes. Pour palier ce problème, la quasi-totalité des têtes de file du parti communiste sont élues dans des régions urbaines. Ainsi Waldeck Rochet, militant ascendant, responsable de la section paysanne du parti, que la direction du parti souhaite voir élu en 1936, se présentera-t-il en région parisienne et non dans le département de la Saône-et-Loire à dominante rurale, dont il est issu.

La stratégie du PCF face aux échéances

législatives et le rôle des parlementaires au sein du parti communiste peuvent expliquer la discrétion du monde rural. Depuis sa création, le parti communiste se méfie de l'institution parlementaire [Henry 2001]. « Ce n'est pas de la Chambre des députés que pourra jamais venir le Salut, la libération de la classe ouvrière », écrit Marcel Cachin dans *L'Humanité*²². La place et le rôle du parlementaire communiste, s'ils évoluent encore aux échéances de 1936, sont fixés dès les élections législatives de 1924. Connu sous le nom de « rapport Cat », le texte est explicite : l'utilité des députés dans l'action politique est considérée comme négligeable. Les députés doivent servir avant tout à récolter des informations et à faire circuler aisément le matériel jusqu'aux militants.

Nos camarades – députés – devront être simplement des agitateurs ambulants²³.

19. La question paysanne sera au centre de la conférence nationale qui se tiendra du 18 au 21 juin 1928 à Paris.

20. L'orientation prise par le PCF et appelée « classe contre classe » consiste à rejeter toute alliance avec les autres partis de gauche, en particulier avec la SFIO considérée par la direction du PCF comme un parti traître. Seul le rapprochement avec la base est toléré. Cette stratégie plonge le parti communiste dans un isolement politique très préjudiciable en période électorale.

21. Un long article paraît à ce sujet en juin 1928 dans *Les Cahiers du bolchevisme*.

22. *L'Humanité*, 28 janvier 1928.

23. « Rapport sur l'incorporation du groupe parlementaire au sein de l'appareil du parti proposé par la fédération de la Seine », 18 mai 1924, Victor Cat, Archives F7 13091, CARAN.

De fait, la qualité politique du député s'efface derrière celle du militant anonyme, fidèle représentant du parti. Cette orientation couvre la période d'ouvriérisme du PCF des années 1924 à 1934. Cette volonté du parti de placer l'ouvrier au centre de son appareil politique s'inscrit dans son objectif de se démarquer de la SFIO. La direction du jeune parti entre dans une phase identitaire et travaille ainsi, durant cette période de classe contre classe, à la création d'un « code génétique » ouvrier qui lui permet de rejeter le parti socialiste au-delà du champ électoral ouvrier traditionnel [Pudal 1989 : 78-80²⁴]. Par ce procédé le parti veut apparaître comme l'unique représentant politique de la classe laborieuse. Il permet au parti communiste nouvellement créé de déterminer sa zone d'influence et de s'y enraciner. Dans ce cadre le nombre des élus est accessoire et seule importe la « pureté » militante.

Cette orientation difficile en matière d'électorat offre désormais au parti communiste une base identitaire qui le détache définitivement du parti socialiste. Le milieu rural n'est pas oublié et il garde sa place dans cette orientation puisque la liste présentée aux élections législatives de 1924 s'intitule « bloc ouvriers et paysans » ; il est vrai toutefois que le monde paysan est délaissé au profit du monde ouvrier. « Je ne vois dans *L'Humanité* jamais une seule page pour les paysans », se plaint ce militant morvandiau dans les colonnes de l'hebdomadaire communiste²⁵.

En 1936, les choses évoluent. Dans un contexte national plus tourmenté le parti communiste souhaite que les législatives changent la donne. Il convient désormais de gagner un maximum de sièges. Le parti veut se doter entre autres d'un solide contingent de députés issus

du monde paysan, aussi mène-t-il en direction des paysans une campagne très soutenue. Parallèlement à son programme national, il décide, en outre, d'en élaborer un autre, axé exclusivement sur le monde rural. Intitulé « Programme de sauvetage de l'agriculture française », ce projet est inspiré par Renaud Jean²⁶. Sa grande nouveauté est qu'il vise un consensus auquel il parviendrait grâce à des arguments censés rassurer les électeurs ruraux qu'inquiètent des sujets telle la collectivisation des terres, tout en ménageant les doctrinaires :

[...] si le parti communiste dont on dit tant de mal dans les campagnes appelle les paysans à l'action sur un tel programme, c'est parce qu'il veut qu'un soulagement soit apporté à nos populations laborieuses des campagnes, c'est parce qu'il a le souci de défendre la propriété du paysan-travailleur menacé par les oligarchies financières²⁷.

24. Selon lui, la SFIO a longtemps été le principal organe politique représentant la classe ouvrière. Cependant, à partir de 1920, la présence sur la scène politique du PCF bouscule ce schéma et entraîne un recentrage du PS sur l'échiquier politique. Bernard Pudal se fonde sur l'étude de Albert Wahl qui révèle que le groupe parlementaire socialiste évolue à partir de 1924 et devient presque exclusivement l'expression des classes moyennes au détriment du monde ouvrier.

25. Article d'un lecteur, intitulé « Pas de révolution sans les travailleurs des campagnes », publié dans *L'Humanité* du 10 février 1928.

26. Renaud Jean présente au VIII^e congrès du parti un rapport intitulé « L'union des paysans de France », Villeurbanne, janvier 1936, 62 p.

27. *Ibid.*

Le PCF s'érige désormais en défenseur de la petite propriété paysanne :

[...] le parti communiste, suivant Lénine, considère que la propriété privée du paysan, basée sur son travail et celui des membres de sa famille ne peut être expropriée. [...] Même en ce qui concerne les paysans riches qui prennent part eux-mêmes au travail physique, en règle générale leur terre ne peut être confisquée... [Rochet 1935].

La collectivisation des terres est donc en partie abandonnée au profit d'une vision plus nationale de respect de la propriété privée. Comme l'indique Jean Vigreux [1997]²⁸ :

Le poids de la France rurale est encore lourd dans cette première moitié du vingtième siècle. Le PCF ne peut pas se couper des « masses rurales ».

La figure charismatique du député paysan est mise à contribution et, sur les ondes de Toulouse-Pyrénées, Renaud Jean s'adresse aux paysans en prononçant une allocution intitulée : « Paysans de France, unissez-vous »²⁹.

La direction du parti veut diffuser dans les campagnes cette nouvelle politique agraire et elle sait qu'à cette fin elle peut utiliser avec profit les parlementaires issus du monde rural. Aussi le candidat doit-il être un homme de terrain répondant parfaitement aux contraintes électorales et bien inséré dans ce secteur professionnel. Comme le confirme Virgile Barel [1967 : 102], futur député de 1936 :

Mandaté par la direction fédérale, j'avais fortement insisté auprès de Pourtalet qui accepta d'être candidat. [...] lui démontrant combien sa candidature correspondait

aux milieux sociaux de la circonscription de Cannes.

181

Cette démarche, qui s'appuie sur la capacité du candidat à rassembler, sera à l'origine de la réelle progression du vote communiste paysan.

En effet, au soir du premier tour on assiste à une percée du parti communiste dans des départements dits ruraux³⁰. Cette évolution est particulièrement significative pour la direction du parti. Dans son rapport pour le présidium de l'Internationale communiste³¹ André Marty déclare :

[...] le parti marque une avancée énorme dans de nombreux départements essentiellement paysans. [...] La progression a été plus forte dans les campagnes que dans les centres industriels.

Il affirme que l'on peut voir là la nouvelle assise agraire du parti, que « le PCF devient le parti qui a gagné dans les campagnes, il devient le parti des paysans »³².

28. Se référer également à l'ouvrage de L. Boswell [1998].

29. Pour la première fois la radio est utilisée lors d'une campagne électorale, et ce le 14 avril 1936.

30. Cette progression massive dans les régions à forte population paysanne est constatée dans le Lot-et-Garonne, la Corrèze, la Dordogne, le Cher et la Haute-Vienne. Ces régions rurales proches du Massif central sont fortement touchées par la crise agricole [Dupeux : 1959].

31. Dans le Lot, la progression est de 932 %. Cf. A. Marty, « Rapport au présidium de l'Internationale communiste sur les élections législatives », 17 juin 1936, p. 84. RGASPI. Cote 517/1/1767.

32. *Ibid.*, p. 90.

Quelle est la place des députés paysans ?

Compte tenu de leur très faible nombre, il est difficile d'analyser la place qu'occupent les parlementaires paysans au sein de l'appareil. Seul Renaud Jean jouera un rôle vraiment important dans le parti jusque dans les années du Front populaire, et ce parce qu'aucun autre ne sera élu sur plusieurs législatures. Après le congrès de Tours, il deviendra un des spécialistes de la question paysanne d'autant que, là aussi, il est le seul parlementaire paysan membre de la SFIC.

Entré directement au comité directeur du parti en raison de cette singularité, Renaud Jean est nommé directeur du journal *La Voix paysanne*³³. La direction lui confie la politique agricole du nouveau parti. Il est chargé de présenter les thèses relatives à la « question agraire » qui seront soumises aux militants lors du congrès de Marseille de 1921. Ainsi que l'écrit Claude Pennetier, il s'impose rapidement comme le théoricien et le propagandiste paysan « absolument indispensable »³⁴ au jeune parti communiste. Son travail à la Chambre fera de lui un parlementaire de qualité dans le groupe communiste qu'il préside depuis 1932.

Les autres figures du parti en matière de ruralité sont pour la plupart élues en raison de l'intérêt qu'elles portent à cet univers. Ainsi, membre du monde paysan, Marius Vazeilles se voit déléguer certaines responsabilités au sein du parti. Il œuvre alors pour faire de son département le fer de lance du communisme rural et représente la France à la Conférence internationale paysanne de Moscou en octobre 1923. Il deviendra président du présidium du Conseil international paysan auquel participait Renaud Jean.

Dès le milieu des années trente, tel Renaud

Jean, Waldeck Rochet devient incontournable pour tout ce qui concerne la question paysanne. Son ascension au sein du parti s'accélère avec son élection au Palais Bourbon. Il intègre le Comité central en 1937. Son activité à la Chambre, qui intéresse principalement le monde paysan durant les deux premières années de la législature, lui donne l'occasion de prouver sa force politique, son talent et sa fidélité. Très rapidement il gravit les échelons et finit par occuper un poste majeur au sein du parti. De surcroît, le caractère et les prises de position de Renaud Jean permettront à Waldeck Rochet d'apparaître comme un homme plus sûr pour la direction.

Si, nous l'avons noté, Waldeck Rochet s'investit beaucoup dans le rural au début de la législature, grâce à sa compétence dans le contexte des années 1938-1939, il se voit confier d'autres secteurs importants, comme les affaires sociales (cf. tableau ci-contre).

L'élection au Parlement permet aux militants du monde agricole d'accéder à des responsabilités nouvelles et d'atteindre le sommet de l'organigramme communiste, en particulier lors des comités centraux élargis au groupe parlementaire³⁵.

33. Ce journal est fondé en 1920, lors du congrès de Strasbourg organisé par la SFIO. Il devient un journal de la SFIC après la scission du congrès de Tours.

34. Formule que Zinoviev employa à son sujet dans une lettre qu'il lui fit parvenir en juin 1922. Il lui demandait de participer au IV^e congrès de l'Internationale communiste qui portait sur la question agraire. Cette lettre figure dans les archives de Renaud Jean déposées aux Archives départementales du Lot-et-Garonne.

35. Cette initiative est plusieurs fois renouvelée, en particulier lorsque le PCF est confronté aux crises politiques qui jalonnent la législature.

Répartition du nombre d'interventions du député Rochet par années et par thèmes

	Politique étrangère et anti-fascisme	Agri-culture	Emploi et défense des salariés	Affaires sociales, santé, logement	Artisanat, commerce	Économie	Défense	Édu-cation, culture	Politique intérieure
1936		4							
1937		4			1				
1938				1		2		1	1
1939				4					

Ils intègrent ainsi les organes décisionnels du PCF et deviennent cadres du parti.

Le Bureau politique du parti charge les députés paysans de parcourir les campagnes pour expliquer les mesures défendues par les élus communistes³⁶. Du 19 au 21 juin 1936, des députés communistes sont envoyés dans six départements du Sud-Est, officiellement pour « répondre aux aspirations dans les campagnes afin d'élever l'activité des campagnes au niveau de l'activité dans les villes »³⁷. Waldeck Rochet se retrouve ainsi sur le terrain, tout entier dévoué au monde paysan³⁸.

L'exemple du Front populaire

La victoire du Front populaire au Parlement accorde aux élus communistes paysans une plus grande liberté d'initiative. Et, fait remarquable, la présidence de la commission de l'Agriculture est pour la première fois confiée à un communiste : Renaud Jean, lequel préside également le groupe parlementaire. Nous ne savons pas précisément comment s'est opérée la répartition des commissions du Front populaire³⁹, mais on est en droit de penser que c'est à sa compétence que Renaud Jean doit sa position dans le domaine de l'agriculture⁴⁰. Il sera

secondé par Marius Vazeilles auquel reviendra le poste de secrétaire de la commission. Rappelons que, considéré par l'ensemble des partis de gauche comme particulièrement au fait des questions paysannes, c'est Marius Vazeilles que Léon Blum aurait nommé ministre de l'Agriculture si les communistes devaient entrer

36. Décision du Bureau politique du 4 juin 1936. BMP 786.

37. Cf. A. Marty, note 32.

38. Selon Jean Vigreux [1997] : « Durant cette campagne, il traversa le département à motocyclette », démontrant ainsi la force d'abnégation de ces élus.

39. Cette répartition a dû se faire durant la réunion de la délégation des gauches qui, lors de sa première réunion le 4 juin 1936, a fixé les candidatures de chaque groupe pour la présidence et les vice-présidences de la Chambre. Nous ne possédons d'autre d'information qu'un résumé succinct de la réunion paru dans la revue communiste *Le Correspondant parlementaire*.

40. Le 4 mai 1936, au lendemain des législatives, le secrétariat du PCF se décide à réunir les députés en fonction de leurs compétences afin de constituer des groupes de travail. Pour le monde paysan, les responsables retenus sont Renaud Jean et Waldeck Rochet. Décision du secrétariat du PCF du 4 mai 1936. BMP 786.

au gouvernement⁴¹. L'ensemble des élus communistes issus du monde paysan, exception faite de Jean Duclos, sont membres de cette commission et sont épaulés par trois parlementaires du groupe⁴². Avec dix députés communistes, cette commission est à même de défendre la place qui doit revenir aux questions paysannes au sein du groupe.

De l'action du Front populaire pour le monde paysan, la mémoire collective retiendra surtout la création de l'ONPB (Office national professionnel du blé). Que doit-elle aux députés communistes ?

Il est difficile de répondre en l'absence d'archives portant sur cet épisode. Ce projet, présenté dans l'hémicycle le 3 juillet 1936, avait été discuté à la commission de l'Agriculture en juin 1936. Or les archives très parcellaires des comptes rendus de cette commission ne rapportent rien avant le 10 juillet 1936⁴³. Au nom du groupe, Renaud Jean avait déposé une proposition de loi sur l'ONPB dès le 9 juin 1936, aussitôt retirée sous la pression de Léon Blum⁴⁴, ce qui n'empêchera pas Renaud Jean de diriger les débats et de défendre cette proposition en séance plénière. La droite manifestera son hostilité en déposant près d'une centaine d'amendements mais, soucieux de hâter les travaux de la Chambre, les communistes ne déposeront aucun amendement. Seul Waldeck Rochet viendra défendre ce projet favorable aux « travailleurs des champs »⁴⁵.

Sur dix-sept propositions de lois touchant le monde agricole et déposées par le PCF on peut en attribuer quatorze aux parlementaires paysans.

Au cours de la législature, l'activité des parlementaires paysans décline. L'année 1936 aura été riche en propositions de lois, mais les par-

lementaires paysans n'ont pas l'exclusivité du domaine rural. Ainsi trois propositions relatives au milieu agricole ne viennent pas des parlementaires paysans. Certains, non paysans mais élus dans des départements ruraux, peuvent s'exprimer dans leurs circonscriptions. Ce que fera Virgile Barel, un instituteur, en déposant un projet de loi visant la préservation des oliveraies et la revalorisation des huiles d'olive, projet à l'origine d'une activité très présente dans sa région⁴⁶.

N'oublions toutefois pas de mentionner que la production législative est bien supérieure dans d'autres domaines et pour d'autres classes sociales. Ainsi, pour le secteur « artisanat et petit

41. Cf. la notice biographique sur Marius Vazeilles, in C. Pannetier *et al.* eds. [1997].

42. Il s'agit de Lucien Prot, Henri Martel, Adrien Mouton. Eugène Jardon les rejoindra en 1939.

43. L'ensemble des archives de la Chambre des députés pour cette législature a été versé au CARAN et est répertorié sous la cote C/1500 à 1580.

44. Le 9 juin 1936, le groupe communiste dépose à la Chambre une série de propositions de lois contenant les différentes revendications législatives que les députés ont véhiculées durant leur campagne. Léon Blum, désireux de conserver ses prérogatives, reçoit Maurice Thorez et Jacques Duclos et, ayant promis d'inclure dans ses projets une partie des suggestions communistes, il obtient que le groupe retire ses propositions [Wolikow 1997 : 184].

45. Intervention de Waldeck Rochet à la Chambre des députés, *Journal officiel*, séance du 3 juillet 1936, p. 1 748.

46. Virgile Barel est un député niçois. Il dépose une seconde proposition de loi relative à des indemnités destinées, en cas de crise, aux producteurs de plantes à parfum.

commerce », la fraction communiste⁴⁷ dépose vingt-quatre propositions de lois sur la législation⁴⁸. Et trente-sept propositions de lois concernant l’emploi et la défense des ouvriers révèlent une fois encore l’intérêt particulier des élus communistes pour ce milieu social.

Chez les parlementaires paysans les prestations sont variables (cf. tableau ci-contre). Renaud Jean apparaît comme l’ élu le plus actif. Même s’il convient de mentionner que quarante-cinq de ses interventions ont été effectuées en tant que président de la commission de l’Agriculture, il semble bien avoir été « le tribun des paysans » [Belloin *op. cit.*]. Jean Duclos aurait, lui, véritablement rompu avec le milieu rural. Sa qualité d’ex-horticulteur aura surtout permis à la direction du PCF de gonfler les chiffres des élus censés représenter la paysannerie à la Chambre.

Bien qu’issus du monde agricole, ces parlementaires ne se contentent pas d’intervenir sur le seul secteur dont ils sont les représentants. Auguste Béchard reste, lui, fidèle à son tissu d’origine. Encore en activité lors de son élection et peu familier de l’appareil du parti (ni stage ni formation militante), il se limite au domaine qu’il connaît le mieux. À l’opposé, André Parsal, actif à la Chambre et « révolutionnaire professionnel »⁵¹, s’investira dans le logement et la défense des salariés. Nous l’avons dit, les députés paysans n’ont pas le monopole des intérêts de la paysannerie. Arthur Ramette, député du Nord, intervient pour fixer le prix du sucre afin de réorganiser la production betteravière dans l’intérêt des planteurs et des ouvriers agricoles.

D’un point de vue qualitatif, l’activité des parlementaires communistes paysans en direction du monde agricole prend largement en

Interventions des députés communistes
issus du monde paysan, de 1936 à 1940⁴⁹

Députés communistes issus du milieu paysan	Nombre d'interventions sur la législature	Nombre d'interventions relatives au monde agricole
Auguste Béchard	8	6
Eugène Jardon ⁵⁰	1	1
Renaud Jean	86	63
André Parsal	20	4
Henri Pourtalet	3	1
Waldeck Rochet	18	8
Marius Vazeilles	5	2
Jean Duclos	4	0

compte la dimension sociale : dettes agricoles⁵², allocations familiales, retraite, assurances, temps de travail, repos hebdomadaire⁵³, etc.

47. Expression employée par la direction du PCF pour désigner son groupe parlementaire.

48. Législature durant laquelle le PCF se rapproche des classes moyennes.

49. *Journal officiel*, table nominative, 16^e législature, 1936-1940.

50. Eugène Jardon n’est élu qu’en 1939, ce qui peut expliquer le faible nombre d’interventions de ce député.

51. Expression employée par C. Pennetier [1997] dans sa notice biographique sur André Parsal.

52. Interventions d’Auguste Béchard en 1937, Renaud Jean en 1937, André Parsal en 1938, Renaud Jean en 1939.

53. André Parsal, juin 1936.

Les représentants communistes paysans insistent pour faire voter, avant la fin de la session parlementaire de l'été 1936, le complément des lois sociales et en particulier celles qui intéressent les paysans. Ce pour quoi la direction du PCF veut utiliser le contexte social de l'été 1936 [Chevallier, Debouis, Hu et Roger 1986]. Sous la pression des élus communistes, la délégation des gauches demande officiellement au gouvernement Blum de voter, avant les vacances de la Chambre, la loi « concernant l'aménagement des dettes agricoles [...], l'application des allocations familiales en faveur des salariés agricoles »⁵⁴.

L'année 1937 est une année dure pour la majorité du Front populaire. Le climat se détériore entre les différentes composantes. La politique sociale des communistes réside essentiellement dans l'obtention d'une retraite pour tous les travailleurs, y compris ceux du monde rural. De même l'extension des allocations familiales à l'agriculture fait à nouveau l'objet d'une sollicitation très forte de la part des communistes. Deux propositions sont déposées par Renaud Jean dès le printemps 1937 et, parallèlement, deux demandes d'interpellation au gouvernement dans ce cadre sont déposées par André Parsal. Cette activité des parlementaires paysans fait écho aux différents mouvements de protestation des ouvriers agricoles, en particulier dans le sud de la France [Lynch 2002]. Cette mesure sociale, attendue dans les campagnes,

doit prouver au monde agricole que le PCF est bien « le parti des paysans »⁵⁵ et pérenniser les bons résultats obtenus par les candidats communistes dans les zones rurales⁵⁶.

Alors, qui sont ces parlementaires communistes paysans ? À l'aune de cette étude, le député communiste paysan apparaît avant tout comme un militant aguerri qui, tel Renaud Jean ou Waldeck Rochet, n'a plus d'activité agricole, certes, mais a toujours à cœur de défendre ce milieu dont il est issu. La faiblesse électorale du PCF dans les régions rurales tout comme sa méfiance et son cloisonnement dogmatique ne permettent pas aux militants paysans de défendre en nombre leurs idées à la Chambre. Il faudra attendre le Front populaire pour voir enfin l'Assemblée accueillir des paysans. C'est là enfin que le parti communiste français joindra la faucille au marteau.

54. Décision de la délégation des gauches. Séance du 24 juillet 1936 retranscrite dans *Le Correspondant parlementaire*, juillet 1936, p. 56.

55. Cf. A. Marty, note 32.

56. Pour sensibiliser son électorat aux actions de son groupe parlementaire, le PC édite une série de brochures qui énoncent les interventions et les propositions de lois relatives à certains secteurs. Les députés paysans sont à l'honneur dans une brochure de 1937 intitulée « Pour la terre de France », dont la préface est bien sûr rédigée par Renaud Jean.

Bibliographie

- Barel, V.** — 1967, *Cinquante années de lutte*. Paris, Éditions sociales.
- Belloin, G.** — 1993, *Renaud Jean, le tribun des paysans*. Paris, Éditions de l'Atelier.
- Boswell, L.** — 1998, *Rural Communism in France, 1920-1939*. Ithaca et Londres, Cornell University Press.
- Bouthonnier, P.** — 1928, « La discussion du dernier comité central », *Les Cahiers du bolchevisme*, mai : 269-271.
- Chevallier, J.-M., D. Debouis, A. Hu et M. Roger** — 1986, *Les moissons rouges : 1936 en Soissonnais*. Troesnes, Corps 9.
- Dogan, M.** — 1965, « Formation scolaire et profession originaire des députés », *Revue française de sociologie* 8 : 468-492.
- Dupeux, G.** — 1959, *Le Front populaire et les élections de 1936*. Paris, Armand Colin.
- Goguel, F.** — 1970, *Géographie des élections françaises sous la III^e et IV^e République*. Paris, Armand Colin.
- Henry, R.** — 1999, « L'activité du groupe parlementaire communiste sous le Front populaire ». Mémoire de maîtrise. Dijon, Université de Bourgogne. — 2001, « Les parlementaires communistes 1919-1944 », Mémoire de DEA. Dijon, Université de Bourgogne.
- Jolly, J.** — 1962, « Biographie d'Ernest Bizet », in *Dictionnaire des parlementaires français*. Paris, PUF.
- Lynch, É.** — 2002, *Moissons rouges : les socialistes français et la société paysanne durant l'entre-deux-guerres (1918-1940)*. Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- Marx, K.** — 1948, *Le manifeste du parti communiste*. Paris, Éditions sociales.
- Pennetier, C. et al. eds.** — 1997, *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*. Paris, Éditions de l'Atelier, cédérom.
- Pudal, B.** — 1989, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris, Presses de la FNSP.
- Rochet, W.** — 1935, « L'action communiste à la campagne », *Les Cahiers du bolchevisme*, octobre.
- Vigreux, J.** — 1997, « Waldeck Rochet, du militant paysan au dirigeant national ». Thèse. Paris, IEP.
- Wolikow, S.** — 1997, *Le Front populaire en France*. Bruxelles, Éditions complexes.

Résumé

Romain Henry, *Élus et responsables politiques (1920-1940)*
 Durant la période de l'entre-deux-guerres, le parti communiste français fait élire à la Chambre des députés issus du monde paysan. Ces élus présentent plusieurs caractéristiques. Pour commencer, leur nombre est très réduit voire négligeable, surtout durant les quatre premières législatures de l'après-guerre. Mais, de ce « petit bataillon » émergent, malgré tout, des individus très charismatiques qui, à l'image de Renaud Jean ou de Waldeck Rochet, ont marqué la vie politique française. Cette faible représentation du monde rural dans les rangs des groupes parlementaires communistes interroge inévitablement la place et l'image des paysans au sein du PCF. De la réalité paysanne de ces communistes, cette étude révèle l'attachement de ces militants pour ce milieu, milieu que beaucoup ont cependant quitté.

Abstract

Romain Henry, *Elected Officials and Political Leaders (1920-1940)*
 During the period between the two World wars, the French Communist Party ran representatives from the peasantry in elections for the Chamber of Deputies. Those elected were very few, even insignificant, in number, especially during the first four legislative sessions following WWI. However charismatic individuals stood out in this "little battalion" of deputies – men like Renaud Jean and Waldeck Rochet marked French politics. The rural world's low representation in the ranks of Communist MPs leads us to ask questions about the place and image of peasants within the Party. This study of these rural roots sheds light on the ties of these activists with the countryside, an environment that many of them would leave.